



PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations
Références : CLG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la société AIN-RHONE-GRANULATS (ARG) pour son site de BALAN**

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 et R.512-33 ;
- VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°s 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié par l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 autorisant la société AIN-RHONE-GRANULATS (ARG) à exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux à BALAN ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 9 juillet 2015, suite à l'inspection réalisée sur le site le 6 juillet 2015 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 10 juillet 2015 transmettant à la société AIN-RHONE-GRANULATS (ARG) le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;
- VU le courrier du 31 juillet 2015 par lequel la société AIN-RHONE-GRANULATS (ARG) fait part de ses observations sur le projet d'arrêté ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement en date du 20 août 2015 ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 6 juillet 2015, constatation a été faite que des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 et de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisés n'étaient pas respectées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : La société AIN-RHONE-GRANULATS (ARG) est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à BALAN "Côte de Dagneux", de respecter :

- le point 1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 (plan topographique permettant de localiser les zones de remblayages ainsi que les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre), dans un **délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**,
- le point 3.4 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 (test sur les déchets enrobés dans les terres destinées au remblayage afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron) dans un **délai d'1 semaine à compter de la notification du présent arrêté**,
- le point 3.6 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 (tenue d'un registre d'admission comprenant l'ensemble des informations listées) dans un **délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**,
- l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (test sur les déchets d'enrobés destinés au transit et traitement pour recyclage afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron) dans un **délai d'1 semaine à compter de la notification du présent arrêté**,

.../...

Article 2 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 3 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BALAN pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à la société AIN-RHONE GRANULATS (ARG) - RD 84 B - BALAN ;
 - et dont copie sera adressée :
- au maire de BALAN,
- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 11 SEP. 2015

Le Préfet,

Pour le préfet,
La secrétaire générale



Caroline GADOU